



**Archives du Bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité /
Direction générale de l'enseignement scolaire (1990-2014)**

Répertoire numérique détaillé des cotes 20170365/1-20170365/97

Aude Mailloux, archiviste, Mission des archives et du patrimoine culturel,
Ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Enseignement supérieur, de
la Recherche et de l'Innovation

Première édition électronique

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
2018

https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_057115

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.

Ce document est écrit en ilestenfrançais..

Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales, il a reçu le visa du Service interministériel des Archives de France.

Sommaire

Archives du bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité / Direction générale de l'enseignement scolaire (1990-2014).	5
Fonctionnement du bureau.	8
1998-2006.	8
2008-2013.	8
Affaires sensibles.	8
Éducation à la sécurité et à la responsabilité.	8
Circulaire interministérielle du 24 mai 2006 relative à l'éducation à la responsabilité en milieu scolaire.	8
Formation des gestes de premier secours aux élèves.	9
Prévention des accidents domestiques.	9
Violence en milieu scolaire.	9
États généraux de la sécurité à l'école.	9
Sécurité des établissements scolaires.	9
Violence dans les établissements scolaires.	11
Prévention de la délinquance.	12
Enfance en danger.	15
Organisation de manifestations.	15
Contribution à des groupes.	15
Groupement d'intérêt public enfance en danger.	17
Signalement de faits de violence.	18
Rapport de la Cour des Comptes sur la protection de l'enfance.	18
Enquête « Enfance en danger ».	19
Formations.	19
Documentation.	20
Prévention et promotion de la santé.	20
Éducation à la santé.	20
Sexualité.	21
Maladies.	24
Nutrition.	25
Poids des cartables.	28
Plan national canicule.	29
Réussite scolaire.	29

Assiduité des élèves de plus de 16 ans.	29
Plan « Espoir banlieues ».	30
Médiateurs de réussite scolaire.	31
Établissements de réinsertion scolaire (ERS).	31
Documentation.	31
Relations avec les familles et les élèves.	31
Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP).	31
Service social en faveur des élèves.	32
Projets d'actions éducatives.	34
Grands projets de villes (GPV).	34
« Bien-être à l'école ».	35

INTRODUCTION

Référence

20170365/1-20170365/97

Niveau de description

fonds

Intitulé

Archives du bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité / Direction générale de l'enseignement scolaire (1990-2014).

Date(s) extrême(s)

1990-2014

Nom du producteur

- [Bureau de l'action sanitaire et sociale et de la prévention \(direction générale de l'enseignement scolaire\)](#)

Importance matérielle et support

6 mètres linéaires ; 18 cartons de type « Dimab » ; 97 articles.

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Les conditions d'accès à ce fonds d'archives publiques sont soumises à la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 (codifiée dans le livre II du Code du Patrimoine) relative aux archives. En vertu de cette loi, l'ensemble des articles est librement communicable, à l'exception des articles 20170365/1-20170365/2, 20170365/5, 20170365/9, 20170365/17, 20170365/71-20170365/74, 20170365/77-20170365/78 et 20170365/83 soumis à un délai de 50 ans, des articles 20170365/41 et 20170365/58 soumis à un délai de 100 ans, ainsi que des articles 20170365/3 et 20170365/18 soumis à un délai de 120 ans.

Conditions d'utilisation

Reproduction selon le règlement de la salle de lecture.

DESCRIPTION

Présentation du contenu

Le présent versement regroupe l'ensemble des documents produits et reçus par le Bureau de l'action sanitaire et sociale et de la prévention (direction générale de l'enseignement scolaire) dans le cadre de l'exercice de ses missions entre 1990 et 2014. On y trouve des notes, des comptes rendus de réunions, des documents de travail, de la documentation, des documents relatifs aux enquêtes menées, des rapports, des courriers échangés.

Ce versement reprend les différentes attributions et missions de la DGESCO. Très orientée sur la prévention, que ce soit au niveau de la protection de l'enfance, de la santé ou de la réussite scolaire, la DGESCO a participé à des groupes de travail, des formations et des campagnes afin d'améliorer la situation des enfants en milieu scolaire et de diffuser les bonnes pratiques.

La DGESCO est également un interlocuteur privilégié des élus, des particuliers. Elle tâche de répondre aux courriers qui relèvent de ses attributions. C'est pourquoi la partie des relations comporte une correspondance riche, avec des sujets variés.

Table des sigles :

AFSSA : Agence française de sécurité sanitaire des aliments

ANAES : Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé

ANESM : Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux

ANR : Agence nationale de la Recherche

BOEN : Bulletin officiel de l'Éducation nationale

CICA : Comité interministériel canicule

CIPD : Comité interministériel de prévention de la délinquance

CNFPT : Centre national de la fonction publique territoriale

COFIL : Comité de pilotage national

CSIS : Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale

CSOSG : Concepts systèmes et outils pour la sécurité globale

CTPS : Conseil technique de la prévention spécialisée

DGESCO : Direction générale de l'enseignement scolaire

EMS : Équipes mobiles de sécurité

EPODE : Ensemble, prévenons l'obésité des enfants

EPL : Établissements publics locaux d'enseignement

ERS : Établissements de réinsertion scolaire

FIPD : Fonds interministériel de prévention de la délinquance

GIEM : Groupe permanent interministériel pour l'enfance maltraitée

GIPED : Groupement d'intérêt public enfance en danger

GPV : Grands projets de villes

HAS : Haute autorité de santé

IGAS : Inspection générale des affaires sociales

IMC : Indice de masse corporelle

INPES : Institut national de prévention et d'éducation pour la santé

IRTS : Institut régional de travail social

IVG : Interruption volontaire de grossesse

JO : Journal officiel

MGEN : Mutuelle générale de l'Éducation nationale

ODAS : Observatoire national de l'action sociale décentralisée

ONED : Observatoire national de l'enfance en danger

ONPE : Observatoire national de la protection de l'enfance

PAI : Projet d'accueil individualisé

PNNS : Programme national nutrition santé

REAAP : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents

SNATED : Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger

SNATEM : Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance maltraitée

UNAF : Union nationale des associations familiales

ZEP : Zone d'éducation prioritaire

Langue des documents

- Français
- Anglais
- Espagnol

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

HISTORIQUE DU PRODUCTEUR

Voir la notice du Bureau de l'action sanitaire et sociale et de la prévention (direction générale de l'enseignement scolaire).

ENTREE ET CONSERVATION

Modalités d'entrée

Versement en 2018.

Evaluation, tris et éliminations

Seuls les doublons et de la documentation ont été éliminés (environ 0,25 mètre linéaire).

SOURCES ET REFERENCES

Autres instruments de recherche

- Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine) :
- - 20100059/1-20100059/35 : Bureau de l'action sanitaire et sociale et de la prévention du ministère de l'Éducation nationale (1986-2006).
- - 20120090/1-20120090/121 : Bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité (1945-2009).
- - 20120116/1-20120116/5 : Bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité : films et courts métrages (2004-2006).

Répertoire numérique détaillé des cotes 20170365/1-20170365/97

20170365/1-20170365/3

Fonctionnement du bureau.

1998-2013

Correspondance avec des particuliers, des associations et des élus.

Type de classement

La correspondance concerne notamment des actions de prévention de lutte contre la maltraitance, les modalités de prise en charge des élèves accidentés, la nomination et la procédure de notation des assistants de service social dans les écoles, l'éducation à la responsabilité en milieu scolaire, le soutien à la parentalité, la sensibilisation aux dangers d'Internet, la lutte contre l'échec scolaire.

Classement par ordre chronologique.

20170365/1

1998-2006.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/2

2008-2013.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/3

Affaires sensibles.

2001-2012

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 120 ans à compter de la date de naissance d'une victime.

20170365/4-20170365/6

Éducation à la sécurité et à la responsabilité.

2000-2012

20170365/4

Circulaire interministérielle du 24 mai 2006 relative à l'éducation à la responsabilité en milieu scolaire.

2006-2009

Comité national de pilotage (COFIL), mise en place : correspondance, ordres du jour (12 décembre 2006, 21 décembre 2007, 30 mai 2008, 16 juillet 2009), composition du comité de pilotage, listes d'émargement, comptes rendus de réunions (13 juillet et 31 août 2006, 7 septembre, 20 septembre et 21 décembre 2007, 30 mai 2008, 16 juillet 2009), relevé de conclusions (24 avril et 5 mai 2008), discours de Gilles Robien (12 décembre 2006), discours de Bernard Deleplancque (21 décembre 2007), intervention de Nadine Viers (21 décembre 2007), notes, projet de plaquette, programme triennal d'actions, support de présentation, brochure « L'éducation aux comportements responsables au collège et au lycée » (2006), documentation.

Historique du producteur

Cette circulaire concerne les ministères de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Santé et des Solidarités. Les membres permanents du comité de pilotage sont composés des représentants de ces trois ministères.

20170365/5

Formation des gestes de premier secours aux élèves.

2006-2012

Correspondance avec des particuliers et des élus.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/6

Prévention des accidents domestiques.

2000-2006

Information sur des campagnes : plaquette, notes, fiche de communication, correspondance, dossier de projet, extrait du Journal officiel (JO), statuts d'association, dossier de demande de subvention, notes, brochures, dossier de presse, livrets pédagogiques, support de présentation, convention constitutive, questionnaire d'évaluation, communiqué de presse, propositions de mise en page du cahier des préventions, illustrations, maquette du cahier des préventions, documentation.

Type de classement

Campagnes citées : « Sensibilisation aux accidents domestiques et initiation au secourisme » (2004), « Les dangers domestiques en scène ! » (2004), « Campagne de prévention des accidents domestiques chez les jeunes enfants » (2000), « La prévention des incendies domestiques » (2006), « Prévention des accidents de la vie courante » (2004). Elles sont créées par des agences, des associations à destination du grand public et soumises au bureau pour d'éventuelles observations.

20170365/7-20170365/26

Violence en milieu scolaire.

1998-2014

20170365/7

États généraux de la sécurité à l'école.

2007-2010

Participation : projet de texte, fiches d'ateliers, liste d'associations, fiches thématiques, correspondance, contributions écrites des participants, documentation.

Historique du producteur

Les états généraux de la sécurité à l'école se sont tenus les 7-8 avril 2010 à la Sorbonne. Ils ont été annoncés par le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel. Après plusieurs faits graves intervenus dans des établissements scolaires, l'ensemble du monde éducatif (ministère, syndicats, ...) est appelé à une réflexion sur la violence à l'école, mais aussi en dehors des établissements (collèges et lycées). Les débats devaient apporter un « éclairage sur la nature et les évolutions de la violence en milieu scolaire et proposer des réponses en termes de prévention et de sécurité ».

20170365/8-20170365/12

Sécurité des établissements scolaires.

1998-2014

20170365/8-20170365/10

Plan de sécurisation des établissements scolaires.

1998-2014

20170365/8

Mise en œuvre de circulaires.

2009-2010

Notes, rapport, courrier, support de présentation, extraits du site Internet Eduscol, courriels, bilans de situation, dossier de presse, fiches, compte rendu de réunion.

Historique du producteur

Les circulaires des 24 mars et 23 septembre 2009 prévoient l'établissement d'un bilan des mesures prises en matières de sécurisation des établissements scolaires.

20170365/9

Équipes mobiles de sécurité.

1998

2009-2010

Mise en œuvre : état des lieux, notes, extraits de l'ouvrage « Les dix commandements contre la violence à l'école », tableau de suivi des mesures, programme de rencontre, support de présentation, présentation générale du plan de prévention de la violence en milieu scolaire (1998), communication interne des équipes mobiles de sécurité académiques (EMSA), cahier des charges.

Constitution : liste du nombre et de l'origine professionnelle des membres, coupure de presse, bilan, notes, correspondance.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/10

Enquête.

2013-2014

Diffusion : fiche d'analyse des résultats, correspondance, questionnaires remplis.

Conditions d'accès

À l'automne 2013, une enquête portant sur la sécurisation des établissements scolaires et le fonctionnement des équipes mobiles de sécurité a été envoyée à toutes les académies.

20170365/11

Concepts systèmes et outils pour la sécurité globale.

2006-2010

Aide à la recherche : notes de pistes de recherche, compte rendu de réunion, courriels, modèle d'appel à projets (2006), dossier d'appel à projets (2010), extraits de sites Internet.

Conditions d'accès

Le programme « Concepts systèmes et outils pour la sécurité globale » est mené par l'Agence nationale de la recherche (ANR). L'édition 2010 devait comprendre un volet sur la sécurité à l'école. Le bureau s'est chargé de leur apporter des éléments de recherche.

20170365/12

Programme de formation des personnels de l'Éducation nationale à la sécurisation des établissements scolaires.

2009-2010

Compte rendu de réunion (10 septembre 2010), plan de formation, cahier des charges, programmes de séminaire, support de formation, notes.

20170365/13-20170365/19

Violence dans les établissements scolaires.

2003-2012

20170365/13-20170365/15

Prévention.

2003-2012

20170365/13

Lutte contre la violence scolaire.

2003-2012

Plan de lutte contre la violence scolaire, extraits du Bulletin officiel de l'Éducation nationale (BOEN), actes de séminaires interacadémiques « Prévention de la violence en milieu scolaire » (2003-2004), brochure « Comportements sexistes et violences sexuelles », guides pratiques « Réagir face aux violences en milieu scolaire » (2006), « Les "jeux" dangereux et les pratiques violentes » (2007).

20170365/14

Plan départemental de prévention de la violence dans les établissements scolaires du Val-de-Marne.

2010-2011

Type de classement

Les dates correspondent à l'année scolaire.

20170365/15

Non-violence.

2009-2011

Forum « La non-violence à l'école » : invitation, programme, brochures.
Éducation à la non-violence et à la paix dans le système éducatif : correspondance, documentation.

20170365/16-20170365/17

Remontée des faits de violence physique.

2009-2012

20170365/16

Remontée quotidienne des faits de violence et événements graves en milieu scolaire.

2009-2012

Données, traitement : courriers, données statistiques.

Fiche de signalement, élaboration : projet d'instruction aux recteurs, projet de fiche de signalement, fiche de signalement finale, correspondance.

Application de remontée anonyme, présentation : corrections, correspondance, projets de maquettes, documents de travaux préparatoires.

Faits de violence, suivi : bilans de situation.

20170365/17

Violences physiques et psychologiques.

2009-2012

Correspondance avec les familles de victimes.

Historique du producteur

Ces dossiers comprennent des affaires de violences physiques dans les établissements scolaires ainsi que des affaires de violences psychologiques, en lien avec la minute de silence observée dans les écoles en hommage aux événements survenus à Toulouse en 2012.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/18

Harcèlement scolaire.

2011-2012

Correspondance avec les familles de victimes.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 120 ans à compter de la date de naissance d'une victime.

20170365/19

Climat scolaire.

2009-2012

Enquête « Victimisation en milieu scolaire », organisation : comptes rendus de réunion, correspondance, commentaire « Tirer les leçons de l'enquête nationale de victimation et climat scolaire en collège », note d'information des résultats (2011), liste des syndicats de personnels et fédérations de parents consultés, notes de présentation, support de réunion, questionnaires destinés aux élèves et au personnel enseignant (2009), résumé d'intervention (2009-2012).

Conseil scientifique de l'enseignement scolaire, commission de consultation « climat scolaire » : fiche thématique, ébauche de rapport, liste des membres, résumé de synthèse (2010-2012).

20170365/20-20170365/26

Prévention de la délinquance.

2002-2013

20170365/20-20170365/22

Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance (SG-CIPD).

2009-2013

20170365/20

Contributions de l'Éducation nationale aux groupes de travail.

2009-2012

Groupe de travail interministériel de prévention de la délinquance : notes, fiches, organigrammes, liste de membres, relevé de conclusions (6 mars et 12 avril 2012), notes de réunion, notice de cadrage pour l'emploi du fonds interministériel de prévention de la délinquance (février 2012), correspondance, projet de document de présentation des stratégies territoriales de sécurité et de prévention de la délinquance (2011-2012).

Rapport au Parlement sur la politique de prévention de la délinquance : correspondance, contributions écrites du ministère de l'Éducation nationale, plan détaillé (2009-2012).

Projet de stratégie nationale de prévention de la délinquance : notes, bilan des principales actions du plan national de prévention de la délinquance, note méthodologique de l'élaboration de la stratégie nationale de prévention de la délinquance, relevé de conclusions de réunion (14 novembre 2012), présentation des actions menées par le ministère de l'Éducation nationale (2011-2012).

Projet de guide sur les dispositifs et politiques publiques en faveur des jeunes, préparation : note d'organisation, plan détaillé, note de présentation, tableau de recensement des dispositifs et politiques publiques en faveur des jeunes, fiches synthétiques par dispositif (2012).

Dispositif « Concertation ville », organisation de réunions : notes, calendrier (2012).

Groupe de travail « Prévenir la délinquance chez les décrocheurs », organisation : note de présentation, calendrier, correspondance (2012).

20170365/21

Document de politique transversale (DPT) « Prévention de la délinquance ».

2010-2012

Actualisation : correspondance, contribution écrite de la DGESCO (2010-2012), versions corrigées, documents de politique transversale (2010, 2012), données statistiques, notes, crédits de la mission enseignement scolaire (2012), comptes rendus de réunion (27 mai 2011, 30 mai 2012).

20170365/22

Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD).

2009-2013

Éligibilité des projets : notes aux recteurs et aux préfets, relevés de décisions.

20170365/23

Politiques de prévention de la délinquance.

2009-2012

Mission permanente d'évaluation de la politique de prévention de la délinquance, création : correspondance, support de réunion « Plan national de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes » (2009-2011).

Observatoire universitaire et international de l'Éducation et de la prévention : convention d'objectifs et de moyens pour la réalisation d'actions d'expertise, de formation et de diffusion des savoirs (s. d.).

Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance : invitations à des réunions plénières, ordres du jour (8 décembre 2010, 4 octobre 2012).

Itinéraire de formation « Prévention de la délinquance » : correspondance (2012).

Charte déontologique « le secret partagé », élaboration : charte déontologique type, courriel, observations (2009).

Rôle de la Justice dans la prévention de la délinquance, organisation d'une entrevue : fiches préparatoires, correspondance (2010).

20170365/24-20170365/26

Documentation.

2002-2011

20170365/24

Conseil technique de la prévention spécialisée (CTPS).

2002-2011

Fonctionnement : document de présentation, compte rendu de séance plénière (29 juin 2007), plaquette (2002), rapport « De la coopération entre les acteurs de l'institution scolaire et de la prévention spécialisée » (2008), rapport d'étude « La prévention spécialisée et l'institution scolaire. Enjeux et évolutions de coopérations entre les associations de la prévention spécialisée et les établissements scolaires » (2007). Rapport « La prévention de la délinquance des jeunes » de Jean-Marie Bockel au Président de la République : correspondance, communiqué, notes de réunion, exemplaire du rapport (2010-2011).

Historique de la conservation

Le CTPS est une instance consultative, placée auprès du ministre chargé des Affaires sociales, dont le champ de compétence s'étend à l'ensemble des questions relatives aux activités dites de prévention spécialisée qui relèvent des missions de l'aide sociale à l'enfance exercées par les départements.

20170365/25

Livret destiné aux maires.

2010

Historique du producteur

Ce livret a été édité par le SG-CIPD et mis en ligne sur son site internet. Il réunit une série de fiches sur les pouvoirs des maires en matière de prévention de la délinquance.

20170365/26

Colloques.

2010-2011

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), organisation du colloque national « Gouvernance de la sécurité et prévention de la délinquance » : pré-programme, bulletin d'inscription (2010).

Mission parlementaire « Agir ensemble » de Jean-Marie Bockel, organisation du colloque « Pour une impulsion nouvelle de la politique de prévention de la délinquance : Agir ensemble » : fiche de présentation, programme, notes (2011).

20170365/27-20170365/51

Enfance en danger.

1990-2011

20170365/27-20170365/29

Organisation de manifestations.

2001
2009-2010

20170365/27-20170365/28

États généraux de l'enfance.

2001
2010

Historique du producteur

Les dates correspondent aux années des manifestations.

20170365/27

2001.

Contributions écrites des intervenants.

20170365/28

2010.

Réunions et ateliers, organisation : fiches d'ateliers, comptes rendus de réunion, correspondance, textes d'intervention, notes, documentation.

Historique du producteur

Les états généraux de l'enfance ont été lancés le 16 février 2010. Dans ce cadre, cinq ateliers thématiques ont été organisés. Ces ateliers de discussion réunissaient une vingtaine de personnes. Ils ont tenu leurs réunions de mars à avril 2010.

20170365/29

Journée technique sur la protection de l'enfance.

2009-2010

Correspondance, notes, support de présentation, liste des participants, brochure, actes de la journée, texte d'intervention, programme.

Historique du producteur

Cette journée technique, qui a eu lieu le 2 décembre 2009, a été coorganisée par la Direction générale de l'action sociale (ministère des Affaires sociales), la Direction de la protection judiciaire de la jeunesse (ministère de la Justice) et l'Assemblée des départements de France. À cette occasion, une nouvelle définition de l'information préoccupante a été proposée et présentée à l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance réunis.

20170365/30-20170365/34

Contribution à des groupes.

1993-2011

20170365/30-20170365/31

Groupe permanent interministériel pour l'enfance maltraitée (GPIEM).

1993-2004

Historique du producteur

Le GPIEM se compose des ministères de la Famille, de la Santé, de la Justice, de l'Éducation nationale, de l'Intérieur, de la Défense, de la Jeunesse et des Sports. Il est piloté par le ministre chargé de la Famille. Le groupe est chargé de la coordination en matière de lutte contre les mauvais traitements et d'atteintes sexuelles envers les enfants. Il anime et coordonne la politique de protection de l'enfance. Il détermine les orientations de la politique du Gouvernement en la matière et évalue les actions mises en œuvre par les institutions concernées.

20170365/30

Rapports du ministre chargé de la Famille au Parlement sur l'enfance maltraitée.

2000

2004

20170365/31

Documentation juridique.

1993-1994

20170365/32

Groupe de travail de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS) sur la protection de l'enfance.

2004-2011

Exemplaires de « Les cahiers de l'Odas », projet de cahier, correspondance, projet d'étude, travaux, documents de travail, présentations, documents de réunions.

20170365/33

Comité de pilotage relatif au partage d'informations à caractère secret en protection de l'enfance de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM).

2009-2011

Recommandations : dossier de recommandations, fiche réponse, notes, courriels, courriers, déclaration publique d'intérêts, documents de cotation, enquêtes, charte déontologique type, comptes rendus, fiche technique, projet de plan.

20170365/34

Groupe de travail sur le guide sur les cellules départementales de recueil, de traitement et d'évaluation.

2010-2011

Actualisation : guide pratique, notes, fiches techniques, compte rendu de réunion (20 mai 2011), correspondance, fiches type de signalement, note de cadrage, bilan, liste des membres.

Historique du producteur

La loi du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance implique la création, dans chaque département, d'une cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des situations de danger ou de

risques de danger pour l'enfant et l'adolescent. C'est un dispositif d'alerte et de repérage des enfants en danger ou en risque de danger.

20170365/35-20170365/39

Groupement d'intérêt public enfance en danger.

1990-2010

Historique du producteur

Le groupement d'intérêt public enfance maltraitée devient groupement d'intérêt public enfance en danger à partir de 2007. Il a pour mission de gérer deux entités : le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (SNATED) et l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE).

20170365/35

Rapports d'activité.

2004-2010

20170365/36-20170365/37

Service national d'accueil téléphonique pour l'enfance maltraitée (SNATEM).

1990-2002

Historique du producteur

La loi n° 89-487 du 10 juillet 1989, confortée par la loi n° 2007-293 du 5 mars 2007, confère au SNATED deux missions : une mission de prévention et de protection qui consiste à accueillir les appels d'enfants en danger ou en risque de l'être et de toute personne confrontée à ce type de situations, pour aider à leur dépistage et faciliter la protection de mineurs en danger ; une mission de transmission qui permet de transmettre les informations préoccupantes concernant ces enfants aux services départementaux compétents en la matière, à savoir les cellules de recueil des informations préoccupantes (CRIP).

20170365/36

Circuit des signalements.

1990-1992

Notes, liste de participants à une réunion, compte rendu d'assemblée générale constitutive, correspondance.

20170365/37

Rapports d'activité.

2001-2002

20170365/38-20170365/39

Observatoire national de l'enfance en danger (ONED).

2004-2010

Historique du producteur

Aujourd'hui devenu l'Observatoire national de la protection de l'enfance, l'ONPE exerce trois missions principales : améliorer la connaissance sur les questions de mise en danger et de protection des enfants à travers le recensement et le développement des données chiffrées d'une part, des études et recherches d'autre part ; recenser, analyser et diffuser les pratiques de

prévention et d'intervention en protection de l'enfance ; soutenir les acteurs de la protection de l'enfance. L'ONPE présente au Gouvernement et au Parlement un rapport annuel rendu public.

20170365/38

Rapport d'activité.

2004

20170365/39

Rapports annuels au Parlement et au Gouvernement.

2005-2010

20170365/40-20170365/41

Signalement de faits de violence.

1993-2009

20170365/40

Protocoles départementaux de signalement d'enfant en danger.

1993-2003

Engagement d'initiatives : courriers, documentation, protocole de coopération, dossier de l'enfance en danger, convention de coopération entre l'État et le département, protocole de signalement, formulaire de signalement, instructions, dispositif de signalement, procédure.

Historique du producteur

Ce dossier contient des documents relatifs à l'Aube, l'Ardèche, les Ardennes, le Doubs, la Charente, les Hauts-de-Seine.

20170365/41

Affaires de pédophilie.

2000-2009

Correspondance, documentation d'association (2009), rapport (2000).

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 100 ans.

20170365/42-20170365/45

Rapport de la Cour des Comptes sur la protection de l'enfance.

2002-2009

Existence et lieu de conservation des documents originaux

Publié en octobre 2009, le rapport de la Cour des Comptes consacré à la protection de l'enfance examine les conditions de l'entrée dans le dispositif de protection et de la prise en charge des mineurs en danger. Il analyse l'animation et le pilotage de cette politique par les autorités publiques (État, départements, ONED), avec la volonté de déterminer l'efficacité de la dépense publique.

20170365/42

Contrôle.

2002-2007

Guide d'utilisation, dossier académique, recueils de données, extraits du BOEN, correspondance, brochures.

20170365/43

Instruction et communication d'observations provisoires.

2007-2008

Courriers, notes, courriel, guides d'entretien.

20170365/44

Suivi de la publication.

2009

Courriel, courriers, projet de rapport « La protection de l'enfance ».

20170365/45

Documentation.

2005-2008

Correspondance, articles « Les violences sexuelles, prévention et traitement des situations » de Jean-Pierre Rosencsweig, « L'école, lieu de prévention, l'école, lieu d'observation, l'école, lieu de protection », contribution écrite de Claire Brisset « La contribution de l'éducation nationale au repérage, au signalement et à la prévention de l'enfant en danger ».

20170365/46

Enquête « Enfance en danger ».

2005-2008

Résultats, analyse : bilan des données chiffrées, données statistiques, rapports, documentation, courriel, notes.

20170365/47-20170365/49

Formations.

1998-2009

20170365/47

Formations des personnels en protection de l'enfance.

2006-2009

Intervention : présentations, correspondance, notes, programme, liste de conseillers techniques, organigramme, rapport d'activité, extrait de note d'information (2007-2009).

Expérimentation : comptes rendus, notes, document de travail, guide d'information (2008-2009).

Organisation du groupe de travail : liste des participants, compte rendu de réunion (10 juillet 2006), calendrier (2006).

Documentation : rapport de données de la formation continue des enseignants du premier degré (2006-2007).

Historique du producteur

Les interventions pour les formations ont eu lieu à Angers, à Orléans, à La Réunion, à Amiens. L'expérimentation de formation inter-institutionnelle a été mise en place par l'Institut régional de travail social (IRTS) de Bretagne et le CNFPT.

20170365/48-20170365/49

Formations de prévention de la maltraitance et des violences sexuelles.

1998-2004

20170365/48

Organisation.

1998-2004

Correspondance, programme de séminaire, liste des actions programmées, notes, plans départementaux de formation, attestations de présence des stagiaires, brochure, discours de Jean-Paul de Gaudemar (11 octobre 2001), module de formation « Des repères pour la conduite à tenir » de l'académie de Lille.

20170365/49

Bilan académique des actions de formation.

1999-2001

Correspondance.

20170365/50-20170365/51

Documentation.

1997-2003

20170365/50

Dossier technique « Enfance maltraitée » de l'inspection académique du Rhône.

1997

20170365/51

Groupe de travail « Protection de l'enfance et de l'adolescence ».

2003

Rapport « Pour et avec les enfants et adolescents, leurs parents et les professionnels. Contribution à l'amélioration du système français de protection de l'enfance et de l'adolescence ».

20170365/52-20170365/78

Prévention et promotion de la santé.

1992-2014

20170365/52-20170365/54

Éducation à la santé.

2008-2014

20170365/52

Stratégie nationale de santé (SNS).

2013-2014

Feuille de route, ébauche de dossier de presse, correspondance, document de travail sur la structure de la politique de santé des enfants et des adolescents scolarisés, rapport « La santé des enfants et des adolescents en milieu scolaire » établi par Didier Jourdan et Pierre Lombrail (mai 2014), notes.

Historique du producteur

La SNS a été présentée par la ministre des Affaires sociales et de la Santé le 23 septembre 2013. Elle s'est déclinée à travers des programmes prioritaires ainsi que la mise en œuvre de vingt-neuf

chantiers. La DGESCO, quant à elle, a piloté le chantier n° 3 portant sur l'éducation pour la santé.

20170365/53

Conférence biennale sur la santé des jeunes.

2009

Organisation : correspondance, notes, pré-programme, relevé de décisions de réunion (26 mai 2009), fiche de présentation des tables rondes, cahier des clauses particulières concernant l'organisation de la conférence, liste d'invités de l'Éducation nationale, documentation.

Historique du producteur

La conférence biennale sur la santé des jeunes, organisée par le ministère de la Santé et des Sports, s'est tenue le 29 octobre 2009. La DGESCO a participé à son organisation en prenant part au comité de pilotage. Elle a notamment supervisé l'organisation de la première table ronde intitulée « Favoriser une meilleure coordination entre les acteurs de la prévention et de la promotion de la santé » avec une présentation de la politique de santé au sein d'un établissement scolaire par un proviseur de lycée.

20170365/54

Colloque « Réussir une action d'éducation à la santé et de prévention en milieu scolaire » sur France télévisions.

2008-2010

Programme, pré-programme, invitation, compte rendu de comité de pilotage, compte rendu de réunion, documents préparatoires, questionnaire, liste des intervenants, correspondance, documentation.

20170365/55-20170365/62

Sexualité.

1999-2013

20170365/55

Loi n° 2000-1209 relative à la contraception d'urgence.

2000-2012

Proposition de loi : télécopie, compte rendu de réunion interministérielle (4 octobre 2000), amendement présenté par Lucien Neuwirth (2000).

Mise en œuvre et suivi du dispositif d'accès des mineures : rapport au Parlement du ministre de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, bilans annuels de la Direction générale de la santé (2004-2005), compte rendu de réunion (8 mars 2007), bilan de données chiffrées (2011), correspondance, notes, articles.

Renouvellement par les infirmières scolaires des prescriptions de médicaments contraceptifs oraux : correspondance, documentation juridique (2010-2012).

Participation à une conférence de presse : correspondance, contribution écrite, support de présentation, dossier de presse, revue de presse (2004).

Documentation : bulletin de l'Association française pour la contraception, programme de formation, article scientifique (2002), brochure scientifique NorLevo (2003), état des lieux de la contraception d'urgence (2003), brochures de prévention, NorLevoKit.

Historique du producteur

Les infirmières de l'Éducation nationale sont impliquées dans les dispositions de cette loi, puisqu'elles administrent une contraception d'urgence en milieu scolaire conformément au protocole annexé au décret n° 2001-258 du 27 mars 2001 pris en application de la loi.

Langue des documents

Anglais

20170365/56

Loi n° 2001-588 relative à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et à la contraception.

2000-2009

Adoption : projet de loi, correspondance, projets d'observations, rapport de la députée Martine Lignières-Cassou, amendement, comptes rendus de réunions interministérielles (26 juillet et 29 septembre 2000, 23 mars 2001), intervention écrite du groupe communiste, coupures de presse, extrait du registre des délibérations, notes (2000-2001).

Mise en œuvre : correspondance (2005), rapport de synthèse de l'Inspection générale des Affaires sociales « Évaluation des politiques de prévention des grossesses non désirées et de prise en charge des interruptions volontaires de grossesse suite à la loi du 4 juillet 2001 » (2009).

20170365/57

Protocole national sur l'organisation des soins et des urgences dans les écoles et les établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ).

1999-2001

Notes, correspondance, revue de presse, instruction, bilans, communiqué de presse (2000), compte rendu de réunion de ministres (26 juillet 2000), documentation.

Historique du producteur

Ce protocole est publié au BOEN du 6 janvier 2000. Il comporte un chapitre spécifique consacré à la contraception d'urgence : Norlévo. L'objectif de ce chapitre répond à une volonté d'éviter les grossesses précoces non désirées chez les adolescentes et de mettre en place un dialogue avec les jeunes sur la prévention des risques et l'information sur la contraception. Ces dispositions s'inscrivent dans une démarche globale d'éducation à la sexualité. Par décision du Conseil d'État en date du 30 juin 2000, les dispositions du protocole permettant la délivrance de la pilule d'urgence par les infirmières des établissements scolaires ont été annulées.

Langue des documents

Espagnol

20170365/58

Jurisprudence.

2000-2001

Décisions du Conseil d'État, conclusions du commissaire du gouvernement, correspondance, mémoires des requérants, observations sur les recours, pourvois, arrêts rendus.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 100 ans.

20170365/59

Participation à des groupes de travail.

2009-2013

Groupe de lecture des recommandations sur la contraception d'urgence de la Haute autorité de santé (HAS) : rapport « Contraception d'urgence : prescription et délivrance à l'avance », correspondance, note de cadrage, fiche mémo (2011-2013).

Pass santé contraception : notes, articles de presse, correspondance, communiqué de presse, compte rendu de réunion (20 janvier 2012), projet de protocole du Pass contraception, supports de présentation (2009-2012).

Groupe de travail du Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale (CSIS) : rapport « La prévention des violences faites aux femmes, spécifiquement des mutilations sexuelles » (janvier 2011), correspondance, comptes rendus de réunions (14 décembre 2009, 20 juin et 9 mai 2011, 12 mars 2012), rapport d'étape, corrections d'une introduction (2009-2012).

Groupe d'expert contraception de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) : extrait de site Internet, correspondance, compte rendu de réunion (8 février 2012, 26 février 2013), documents préparatoires à une campagne, notes (2012-2013).

20170365/60

Campagnes nationales sur la contraception.

2000-2011

Éléments de réponse à des pourvois, comptes rendus de réunions (3 août 2000, 7 février 2008), correspondance, bilan d'étape, fiches actions académiques, discours de Martine Aubry (27 juillet 2000), dossiers de presse (2000, 2007, 2011), billets d'actualité Éduscol, supports de diffusion, présentation des campagnes nationales, notes.

Historique du producteur

Une campagne nationale d'information sur la contraception est organisée en janvier 2000 par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, l'objectif est d'améliorer les connaissances sur les différentes méthodes de contraception et d'informer sur l'accès aux structures d'accueil et d'aide spécialisée. Elle est relayée par le ministère de l'Éducation nationale par la diffusion de supports aux élèves. Une autre campagne nationale sur la contraception se déroule du 5 au 25 octobre 2008. Elle est à l'initiative du ministère chargé de la Santé et de l'INPES. Le ministère de l'Éducation nationale participe quant à lui au comité de pilotage. L'édition 2011 se déroule du 28 octobre au 4 décembre en direction des femmes de 20 à 35 ans sous contraceptif oral.

20170365/61

Formation des infirmières de l'Éducation nationale à la délivrance de contraception et de contraception d'urgence.

1999-2002

Fonctionnement : correspondance, notes, devis, documents d'évaluation du coût, fiche de présentation, liste des intervenants, programme, calendrier (1999-2000).

Organisation de séminaire inter-académiques : compte rendu, correspondance, liste d'intervenants, programmes, données chiffrées, liste de participants, coupure de presse, dossier de presse, correspondance, convocation, liste d'émargement, supports de formation, invitations, notes, programme de séjour, documentation (2000-2002).

Diffusion de la mallette pédagogique « Bonheur d'aimer » : fiche de présentation, courriers, plan de diffusion (2000-2001).

Gestion de bilan : bilans de journées, comptes rendu d'ateliers, courriers, évaluations de formation, notes (2000-2001).

Historique du producteur

Les séminaires sont organisés dans les académies de La Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane, ainsi qu'à Paris (académies de Créteil, Paris et Versailles, puis académies de Caen, Orléans-Tours, Poitiers, Rennes), à Amiens (académies d'Amiens, Lille et Rouen), à Nancy (académies de Besançon, Dijon, Nancy-Metz, Reims et Strasbourg), à Lyon (académies de Clermont-Ferrand, Grenoble, Limoges et Lyon), à Bordeaux (académies de Bordeaux, Nantes et Toulouse), à Lattes (académies d'Aix-Marseille, Corse, Montpellier et Nice).

20170365/62

Documentation.

2004-2013

Programme fonctionnel « Conseil stratégique, conception et réalisation du programme de communication média et hors média de l'INPES sur la sexualité et la contraception » (s. d.), visuels de la permanence téléphonique contraception-IVG Midi-Pyrénées (2011), guide « Faciliter l'accès à la contraception » du Planning familial (s. d.), revue de presse (2013), recommandations de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé « Stratégies de choix des méthodes contraceptives chez les femmes » (2004), guide du formateur « L'éducation à la sexualité au collège et au lycée » (2004).

20170365/63-20170365/67

Maladies.

1992-2010

20170365/63-20170365/66

Vaccination contre l'hépatite B.

1992-2000

20170365/63

Immunisation vaccinale pour les élèves et les personnels de l'Éducation nationale exposés à des risques de contamination.

1992-1993

Notes, courriers.

20170365/64-20170365/65

Campagnes de vaccination en milieu scolaire.

1993-2000

Modalités d'entrée

Pendant la deuxième moitié des années 1990, chaque année scolaire, une campagne de vaccination contre l'hépatite B à destination des élèves de 6e a lieu.

20170365/64

Organisation.

1993-1998

Avant-projet, compte rendu de comité de pilotage (5 décembre 1994, 20 juin 1996, 24 avril et 16 septembre 1997), données chiffrées, notifications de crédits, enquête « Évaluation de la couverture vaccinale en milieu scolaire : expérience de la ZEP des Ulis (Essonne) », circulaire adressée aux recteurs et aux inspecteurs d'académie,

convention de financement (1994), bilan de campagnes, notes, calendrier, modèle de lettre aux parents, modèle de questionnaire, correspondance, documentation.

20170365/65

Dispositifs de communication.

1993-2000

Corrections de projet de brochure, relevé de décisions de réunion au ministère de la Santé (7 août 1998), programme de l'opération, cahier des charges « Promotion de la vaccination contre l'hépatite B en milieu scolaire » (17 juin 1997), plan de diffusion (1997), brochure « Le vaccin passe en 6e », documentation relative à l'historique de la vaccination contre l'hépatite B (1994-2000).

20170365/66

Ministère de la Santé.

1997-1998

Information : extrait de dossier de presse, brochure destinée aux parents des élèves de sixième, note, liste de participants à une réunion, documentation scientifique, avis du comité technique des vaccinations.

20170365/67

Lutte contre la pandémie de grippe A (H1N1).

2009-2010

Plan national, résultats de questionnaire, fiches de mesures du plan, correspondance, circulaire, notes, fiches mémo, affiches, dossier de presse, avis, supports de présentation, outils pédagogiques.

20170365/68-20170365/75

Nutrition.

1999-2009

20170365/68-20170365/71

Restauration scolaire.

2001-2009

20170365/68

Programme national nutrition santé (PNNS).

2001-2007

Cour des Comptes, évaluation : courrier, relevé d'observations définitives, référé réponses des ministres chargés de l'éducation nationale et de la recherche au référé, réponses aux observations, extraits du relevé de constatations provisoires, éléments de réponses au relevé de constatations provisoires (2006-2007).

Comité stratégique PNNS 1, organisation : mandat, intervention du bureau (11 octobre 2001), documents de présentation, correspondance, documentation (2001-2003).

Comité de pilotage PNNS 2, organisation : correspondance, comptes rendus (8 février et 22 mai 2007), formulaire de déclaration publique d'intérêts (2007).

PNNS 2, signature d'engagements nutritionnels : discours de Xavier Bertrand (26 février 2007), référentiel type pour les chartes d'engagements volontaires de progrès nutritionnel proposées par les exploitants du secteur alimentaire (2007) ; introduction de messages

sanitaires dans la publicité alimentaire : communiqué de presse, décret, arrêté (2007).
Communication, lancement de la campagne « Manger moins souvent des produits gras et sucrés : c'est protéger notre santé » : courriels, extraits de sites internet (2005) ; diffusion d'une brochure : courriers, plan de diffusion (2002-2005) ; diffusion d'outils de dépistage de l'obésité : correspondance, disques d'indice de masse corporelle (IMC), plan de diffusion, communiqué de presse, documentation, brochures, courbe de corpulence (2003-2004).
Usage de la marque, réglementation : courrier, projet de règlement, extrait de comité de pilotage, cahier des charges pour une demande d'utilisation du logo (2002-2006).
Documentation.

Historique du producteur

Le PNNS est mis en place et coordonné depuis 2001 par le ministère de la Santé. Il a pour objectif d'améliorer l'état de santé de l'ensemble de la population en agissant sur la nutrition. Il implique le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le ministère de la Santé et des Solidarités, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche, ainsi que le ministère de la Fonction publique. Suite à une enquête, la Cour des comptes a conclu, dans un référé adressé au ministre chargé de la Santé le 17 avril 2007, que ce programme a en partie atteint ses objectifs, mais a souligné des défaillances concernant notamment la coordination interministérielle. En février 2008, la ministre chargée de la Santé a annoncé une redéfinition des objectifs du PNNS 2006-2010, tenant compte des recommandations de la Cour. Dans cet article, les étapes successives du programme sont présentes : le PNNS 1 (2001-2005) et le PNNS 2 (2006-2010).

20170365/69

Enquêtes d'application de la circulaire du 25 juin 2001.

2002-2007

Enquêtes locales et nationales : étude sur la restauration scolaire en Rhône-Alpes (2005), rapport « Surpoids et obésité chez les enfants de 7 à 9 ans » (2004), documentation, enquête Cerin (2003), évaluation de la mise en place du guide d'aide à la conception des menus (2003), enquête de satisfaction, enquête auprès des enseignants sur le goûter matinal dans les écoles maternelles (2002), support de présentation, rapport sur la restauration scolaire dans l'enquête INCA, enquête alimentaire sur le dîner (2002), projet pilote sur l'alimentation des jeunes dans le Val-de-Marne (2002), correspondance (2002-2005).

Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) : rapport étude « Évaluation de la connaissance et de l'application de la circulaire du 25 juin 2001 relative à la composition des repas servis en restauration scolaire et à la sécurité des aliments dans les établissements publics du second degré » (2007), correspondance, proposition de questionnaire, résultats intermédiaires d'une étude sur la restauration scolaire (2006), dossier d'évaluation de coût d'une enquête auprès d'un échantillon représentatif de restaurants scolaires de collèges en France, proposition de plan d'analyse des données, supports de présentation, notes, enquête sur l'offre en restauration scolaire dans les établissements publics du second degré, résumé de l'étude, note technique sur l'avancement de l'enquête, documents préparatoires (2005-2007).

Historique du producteur

La circulaire n° 2001-118 est relative à la composition des repas servis en restauration scolaire et à la sécurité des aliments. Elle comporte à la fois des recommandations diététiques et des informations techniques en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire. Elle a constitué une étape importante dans la réglementation concernant la restauration scolaire.

20170365/70

Mise en œuvre d'actions éducatives.

2001-2007

Correspondance, notes d'information interministérielles, recommandations d'hygiène, projet de dépliant « La restauration scolaire, au menu : équilibre, sécurité, plaisir », fiches de projet, plan de diffusion, brochure « Éducation à l'alimentation », liste des participants d'un groupe de travail, compte rendu de réunion de groupe de travail.

20170365/71

Correspondance de particuliers et d'élus sur les cantines scolaires.

2007-2009

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/72-20170365/73

Collation.

2002-2007

20170365/72

Collation matinale à l'école.

2003-2007

Courriers, correspondance avec des particuliers, notes, enquête auprès des écoles maternelles et primaires « État des lieux en matière de collations et goûters dans les écoles de Haute-Saône » (2003), documentation.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/73

Suppression des distributeurs dans les établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ).

2002-2006

Organisation : notes, documents préparatoires, correspondance avec des particuliers, documentation (2002-2006).

Enquête académique : bilan, suivi des réponses, questionnaire adressé aux recteurs d'académie, réponses, courriers (2005).

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/74

Allergies alimentaires.

1999-2008

Communication : brochure « Allergies alimentaires : connaissances, clinique et prévention », lettre n°352 « L@ minute nutrition » (2 novembre 2008), correspondance avec des parents d'élèves (2000-2008).

Projet d'accueil individualisé (PAI), fonctionnement : exemplaire de PAI, courriers, documentation, brochure « Accueillir à l'école l'enfant allergique. Le Projet d'accueil individualisé, mode d'emploi pour les écoles maternelles et élémentaires », BOEN n° 41 ; interrogation sur le caractère médical de l'injection d'adrénaline : correspondance, notes, article « Projet d'accueil individualité et injections médicamenteuses en milieu scolaire, aspects juridiques » de Pierre Taudou (1999-2001).

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/75

Obésité.

2003-2009

Campagne « Ensemble, prévenons l'obésité des enfants (EPODE) » : lettre d'information EPODE n° 18 (mars 2009), supports de présentation, rapport « 2004-2008 : 5 ans d'actions dans les villes pilotes EPODE » (2009), dossiers de presse, communiqué de presse, correspondance, comptes rendus de réunions de l'association Club des maires EPODE (26 novembre 2006, 13 février 2007), article scientifique, synthèse « Retour sur le 3e Congrès national des villes EPODE » (2008), lettres Info plus n° 11-12 et 17 (avril, juillet 2006, septembre 2008), brochures, listes de villes, guide méthodologique destiné aux enseignants « Manger simple, sain et pas cher ? Ça se cuisine ! », protocole de la prise de poids et de la mesure des enfants à l'école, liste de professionnels de la santé, notes, pré-programme de journée d'information, résumé du projet.

Historique du producteur

La campagne EPODE est un plan d'intervention sur cinq ans qui a pour objectif d'enrayer la progression de l'obésité infantile.

Langue des documents

Anglais

20170365/76-20170365/77

Poids des cartables.

2007-2010

20170365/76

Campagne « M'TON DOS ».

2008-2009

Notes, courriers, brochure, présentation du projet, support de présentation documentation, rapport « Des pistes pour favoriser les conditions de travail des élèves : la sensibilisation aux bonnes postures ».

Historique du producteur

Dans le cadre de la prévention du mal de dos, cette campagne est initiée fin 2007 et préconise plusieurs actions qui concernent notamment le mobilier ergonomique, l'utilisation des nouvelles technologies et l'éducation vertébrale à l'école.

20170365/77

Correspondance avec des parents d'élèves et des élus.

2007-2010

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/78

Plan national canicule.

2004-2009

Comité interministériel canicule (CICA) : rapport de recommandations (2009), convocations, ordres du jour, comptes rendus de réunions (29 septembre 2006, 14 mars 2007, 8 octobre 2007, 2 avril 2008, 2 décembre 2008), brochure « La canicule et nous », supports de présentations, liste de participants, annuaire opérationnel, communiqué de presse, rapport « État de préparation des pouvoirs publics français à la survenue d'une canicule à l'été 2004 », fiches acteur (2004-2009).

Structures accueillant des jeunes : fiche de recommandations, correspondance, brochure d'instructions (2005-2006).

Historique du producteur

Le ministère de l'Éducation nationale participe au plan national canicule élaboré par le ministre chargé de la Santé, en collaboration avec des départements ministériels et d'autres organismes. Ce plan vise à réduire les impacts sanitaires d'une vague de chaleur. Le dispositif national de gestion de la canicule repose sur des niveaux d'alerte, des acteurs et des mesures à mettre en œuvre. Le CICA est présidé par le Directeur général de la santé.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/79-20170365/85

Réussite scolaire.

1998-2013

20170365/79-20170365/81

Assiduité des élèves de plus de 16 ans.

1998-2005

20170365/79

Prévention de l'absentéisme.

1998-2005

Groupe de travail : comptes rendus de réunions (6 janvier, 11 mars, 24 mars et 7 juin 2004), liste des participants, correspondance, note (2004).

Enquêtes : fiches résumées des résultats, fiche de projet de vie scolaire, correspondance, notes, données chiffrées, document de travail des mesures à mettre en œuvre au sein d'un établissement, fiches méthodologiques, article « Absentéisme des élèves : Versailles innove », questionnaire relatif à la prévention de l'absentéisme des plus de 16 ans, questionnaires complétés (1998-2005).

Historique du producteur

Sur demande du médiateur de l'Éducation nationale, le bureau est chargé de piloter le groupe de travail « La prévention de l'absentéisme des plus de seize ans ». Il réunit des professionnels de terrain ainsi que des représentants de différents bureaux de la direction de l'enseignement scolaire, de la Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance (DEPP) et de l'inspection générale de l'Éducation nationale. Ce groupe s'appuie sur les travaux menés dans certaines académies (notamment Versailles, Créteil et Lyon). En 2004, un questionnaire adressé aux inspections académiques est destiné à faire remonter les expériences d'établissements concernant les projets académiques ou départementaux.

20170365/80

Expérimentations académiques.

2000-2004

Correspondance, guide pratique de la vie scolaire d'un établissement (2004), questionnaire « Étude du service social scolaire du Val-d'Oise sur la précarité des lycéens », étude du questionnaire « LYCAM : Le lycée ça m'intéresse » (2000), étude « Les élèves absents dans les lycées professionnels du département du Rhône : quelle réalité ? » (2000-2001), rapport « L'absentéisme des élèves des sections professionnelles des lycées », document de présentation du CLEPT à Grenoble, fiche résumé de projet de recherche « Publics et processus de déscolarisation dans l'académie de Lille », exemplaire du projet « Le lycée des possibles » (2004), documentation.

Type de classement

Les documents couvrent notamment les académies de Versailles, Lyon, Lille, Aix-Marseille et Strasbourg.

20170365/81

Dispositifs de lutte.

2003-2005

Rapport « L'absentéisme scolaire, traitement et prévention », correspondance, fiches de signalement, extraits de site internet, convention sur le traitement de l'absentéisme scolaire, fiche de contrôle de la fréquentation et de l'assiduité scolaire, questionnaire « Suivi de la mise en œuvre du plan gouvernemental en faveur de l'assiduité des élèves soumis à l'obligation scolaire », questionnaires complétés, bilans, notes, projet de vie scolaire, affiches, brochure, guides de questionnement, dossier individuel d'absences illégitimes, procédure de traitement des situations d'absentéisme scolaire, arrêté préfectoral instituant une commission de suivi de l'assiduité scolaire, appel à projet, dossier de saisine pour manquement à l'assiduité scolaire, lettres types destinées aux parents d'élèves, fiche d'expérience, ordre du jour, notes, comptes rendus de réunion, documents préparatoires à la création d'un module, statistiques, coupures de presse.

Type de classement

Les documents couvrent les Deux-Sèvres, la Seine-Maritime, le Val-d'Oise, le Calvados, l'Oise, le Haut-Rhin, la Seine-Saint-Denis, la Meurthe-et-Moselle, le Val-de-Marne, la Manche, l'Ardèche, le Cher.

20170365/82

Plan « Espoir banlieues ».

2004-2010

Lutte contre le décrochage scolaire : fiches, correspondance, calendrier, cahier des charges, comptes rendus de réunions, notes, documentation, mesures de plan, glossaire, fiche de synthèse, bilan, support d'intervention (2004-2010).

Enquête « 215 quartiers » : correspondance, notes, données chiffrées, analyse globale des remontées effectuées par les académies, bilans, comptes rendus de réunions, listes d'établissements, coupure de presse, grilles d'analyse des académies, documentation (2006-2009).

20170365/83

Médiateurs de réussite scolaire.

2009-2011

Enquêtes de recrutement : état des lieux du dossier, données chiffrées, bilans des enquêtes, fiches de poste types, correspondance, programme de formation, candidatures.

Évaluation : rapport du dispositif (2010), correspondance.

Historique du producteur

Le dispositif « 5000 médiateurs de réussite scolaire » a été créé par la circulaire interministérielle du 27 janvier 2009. Sa tâche principale concerne la lutte contre l'absentéisme dans le second degré. Des enquêtes relatives au nombre, au profil, à la formation des agents recrutés ont été réalisées.

Conditions d'accès

Communicable au terme d'un délai de 50 ans.

20170365/84

Établissements de réinsertion scolaire (ERS).

2011

Questionnaire d'enquête de rentrée, relevés de conclusions du comité de pilotage national (20 mai et 14 octobre 2011), document préparatoire à un dossier de presse.

20170365/85

Documentation.

2010-2013

Supports de présentation, rapport de concertation « Refondons l'école de la République », dossiers de rentrée « La concertation pour la refondation de l'école de la République », synthèse de rapport sur l'évaluation des dispositifs contre l'absentéisme scolaire et d'accompagnement parental.

20170365/86-20170365/95

Relations avec les familles et les élèves.

1992-2013

20170365/86-20170365/88

Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP).

1998-2009

Historique du producteur

Lors de la Conférence de la famille de juin 1998, les pouvoirs publics se sont engagés à développer des « réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents », en leur assignant un double objectif : répondre aux besoins concrets des familles et conforter les parents dans l'exercice de leur fonction éducative. Des réflexions préliminaires menées par un groupe de travail ont permis d'élaborer une charte

des futurs réseaux, de dessiner le dispositif à mettre en œuvre et d'en prévoir les processus de financement. Ces propositions ont été entérinées par la circulaire DIF/DGAS/DIV/DPM n° 1999/153 adressée par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Martine Aubry, le 9 mars 1999 aux préfets de régions et aux préfets des départements.

20170365/86

Animation du réseau.

1999-2009

Comité national de pilotage, organisation de réunions : convocations, ordres du jour, notes, extrait du BOEN, comptes rendus de réunions, circulaires, fiche de remontée d'informations sur les actions des REAAP, documentation, communiqués de presse, courriers (1999, 2003-2004, 2006-2009).

Réseau local : correspondance, guide pour valider et codifier les actions à l'intention des pilotes départementaux, guide pour répertorier les actions destinées aux porteurs de projets, guide des appuis techniques pour constituer des réseaux de soutien à la parentalité, compte rendu de réunion (28 mars 2000), programmes, calendriers, liste des correspondants de l'Éducation nationale dans les départements, liste des sites dans les départements (2000-2001).

20170365/87

État des lieux du dispositif.

2000-2003

Évaluation : bilan d'étape au 30 mai 2000, fiche « Perspectives : comment étendre et renforcer le dispositif », extrait de site internet, rapport « Pour que les parents ne baissent pas les bras : actions menées par les écoles des parents et des éducateurs en soutien à la parentalité » (2001), extrait du JO (2000-2003).

Enquête auprès des sites départementaux : questionnaires complétés, documentation, budget, bilans annuels, correspondance, dossier de presse « Les familles et l'école », enquête « Enfance, adolescence et vie en famille », rapport des résultats, correspondance, note de présentation (2003).

Site internet : bilan, support de présentation (2000).

20170365/88

Promotion d'une politique familiale.

1998-2001

Conférence de la famille : discours d'ouverture du Premier ministre (1998, 1999), relevé de décisions (1998-1999).

Contrats de ville : correspondance, composition de groupe de travail, note « Prendre en compte la "famille" dans les contrats de ville 2000-2006 » (1999).

Partenariat école-famille : notes, correspondance, convocations, ordres du jour, comptes rendus (6 janvier et 8-9 mars 1999), rapport « Groupe de travail du 14 avril 1999 : orientation scolaire et professionnelle », projet de charte des initiatives pour l'écoute, l'appui et l'accompagnement des parents (1999).

Documentation : rapport « L'évolution des relations parents-enfants-professionnels dans le cadre de la protection de l'enfance » (2001).

20170365/89-20170365/95

Service social en faveur des élèves.

Historique du producteur

Le service social en faveur des élèves est un service social de l'Éducation nationale, chargé d'apporter écoute, conseils et soutien aux élèves, pour favoriser leur insertion, leur réussite individuelle et sociale. Il concourt à l'égalité des chances et à la lutte contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative. Au sein des établissements d'enseignement et en interface avec les partenaires institutionnels, il met en œuvre la politique éducative sociale et de santé du ministère de l'Éducation nationale.

20170365/89

Organisation.

1993-1997

Rapport (s. d.), compte rendu de réunion (14 mai 1997), état des lieux, dossier « La santé scolaire et l'action sociale en faveur des élèves », dossier « Moyens spécifiques de santé scolaire », dossier « Missions et fonctionnement du service de promotion de la santé et du service social en faveur des élèves », questions du service à l'occasion d'une table ronde, documentation.

20170365/90

Politique académique.

1992-1999

Élaboration : projets académiques.

Type de classement

Projets de service des académies d'Aix-Marseille, Caen, Clermont-Ferrand, Créteil, Guadeloupe, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Orléans-Tours, Paris, Rennes, Rouen, Toulouse, Versailles.

20170365/91-20170365/92

Actions engagées.

2005-2013

Historique du producteur

Les dates correspondent aux années scolaires.

20170365/91

Académies.

2005-2013

Plan santé social (2006), rapports d'activités des années scolaires 2005/2006, 2007/2008, 2009/2010, 2010/2011 et 2012/2013, courriers, fiche de présentation du service, liste de signalements, statistiques, fiche d'information de signalement, correspondance.

Historique du producteur

Concerne les académies de Bordeaux, Guadeloupe et Mayotte.

20170365/92

Inspections académiques.

2005-2009

Rapports d'activités des années scolaires 2005/2006, 2006/2007, 2007/2008 et 2008/2009, livret d'accueil au collège, protocole de collaboration, rapport « Regarder les

ados autrement » (2009), courriers, statistiques annuelles (2008-2009).

Historique du producteur

Concerne les inspections académiques de l'Ain, de l'Aude, de la Loire, du Nord, du Pas-de-Calais, de Seine-Saint-Denis et de l'Yonne.

20170365/93

Assistants sociaux conseillers techniques.

1995-2000

Organisation : document de réflexion sur les activités des conseillers techniques coordonnateurs (1996), article, comptes rendus de réunions (12 mars 1997, 24 juin et 30 septembre 1998), projet de circulaire sur les missions des assistantes sociales (2000), historique du service, contribution à la lutte contre l'exclusion (2000), rapport « Travail des assistantes du service social en faveur des élèves du Var, les conditions d'éloignement et d'hébergement des lycéens » (1996), étude sur les déplacements des personnels à mission itinérante des services académiques (1995-2000).

Formation : courriers, proposition de formation, programme (1996-1999).

20170365/94

Transport d'élèves dans les véhicules personnels des assistants sociaux.

1992-1994

Autorisation : circulaire, correspondance, audience syndicale.

Remboursement des frais de déplacement : note, correspondance.

20170365/95

Mise en place d'un dispositif d'informations partagées dans le domaine de la santé et du social.

2004-2005

Logiciel « Observation sociale », création : cahier des charges, notes ; formation : correspondance, supports de formation.

Remontées statistiques des personnels sociaux et de santé : synthèse de travaux, fiches, comptes rendus de réunions (22 juin, 20 septembre, 10-11 et 18 octobre, 8 novembre 2005), liste de participants, correspondance, notes, données chiffrées, dossier académique.

Historique du producteur

Ce logiciel a été créé à destination du service social en faveur des élèves qui souhaitent faire évoluer leurs remontées chiffrées. Cet outil est un dossier social et permet la production de statistiques reflétant l'activité réelle des services. Il a pour objectif de connaître les difficultés rencontrées par les personnes qui viennent voir le personnel social et de procéder à des analyses départementales, académiques et nationales facilitant le suivi et la prévention de personnels à risque.

20170365/96-20170365/97

Projets d'actions éducatives.

2001-2011

20170365/96

Grands projets de villes (GPV).

2001-2002

Enquête relative au repérage des écoles et établissements situés sur les territoires des GPV : correspondance, grilles d'analyse.

Historique du producteur

Le programme des GPV, pour la période 2000-2006, prend le relais des Grands projets urbains (GPU) lancé entre 1991 et 1994. Il s'intègre aux Contrats de Ville qu'il vient compléter et renforcer. Le GPV est un projet global de développement social et urbain, s'inscrivant dans la durée (10-15 ans), et visant à réinsérer un ou plusieurs quartiers dans la dynamique de développement de leur agglomération. Il concentre des investissements massifs sur des sites dévalorisés en terme spatial, économique et social, ainsi qu'en terme d'image. Ses actions portent notamment sur la restructuration du bâti, l'implantation de services publics et collectifs, le désenclavement des quartiers et leur intégration à l'agglomération.

20170365/97

« Bien-être à l'école ».

2010-2011

Comité de pilotage : liste des participants, brochures, programme, cahier des charges, notes, questionnaire, compte rendu (25 mai 2011), support de présentation.

Historique du producteur

C'est dans le cadre du projet de direction « Accompagner les établissements scolaires » que s'inscrit le projet « Bien-être à l'école ». Son objectif est de réaliser un outil d'accompagnement à l'intention des équipes éducatives. Ce projet constitue également, suite à l'accord-cadre signé le 28 mai 2010 entre la DGESCO et l'INPES, l'un des axes de travail prévus dans le programme d'actions commun 2010. À cet effet, un comité de pilotage est mis en place en partenariat avec l'INPES.